

<https://larcenciel.be/spip.php?article988>



Le Portugal, un modèle inédit

- TRACES DU FUTUR - Vie en société. Nouveaux Enjeux -



Date de mise en ligne : lundi 9 octobre 2017

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

De passage à Bruxelles, la Portugaise Margarida Marques, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, fait le point sur les réussites et les défis du gouvernement socialiste d'Antonio Costa, soutenu par deux partis de la gauche radicale.

Un article que j'ai trouvé bien intéressant paru sous le titre "*Une Europe plus sociale tient de la responsabilité des Etats*", de Maria Udrescu, [dans La Libre du vendredi 05 mai 2017](#)

"Une Europe plus sociale tient de la responsabilité des Etats"

Abonnés Udrescu Maria Publié le vendredi 05 mai 2017 à 20h27 - Mis à jour le vendredi 05 mai 2017 à 20h27

En 2015, le contexte était-il favorable à la mise sur pied de cet exécutif inédit ?

Nous avons vécu quatre ans d'austérité. Et les citoyens ont eu le sentiment que toutes les mesures drastiques qui ont été appliquées étaient imposées par l'Union européenne. Or ce n'est pas complètement vrai, dans le sens où il y a des objectifs budgétaires à atteindre, mais c'est le gouvernement lui-même qui décide des politiques qu'il mène. Nous avons un programme de gouvernement, qui est celui que les électeurs ont choisi, et nous sommes en train de le développer. Nous avons réussi à respecter nos engagements européens, la Constitution, nos engagements vis-à-vis des citoyens et les accords signés avec les Bloc de gauche et le Parti communiste. Il ne s'agit pas d'un miracle. Il s'agit de mélanger des politiques budgétaires, des politiques économiques et des politiques sociales. Donc il y a une ambiance de paix et de soulagement au sein de la population.

Les Portugais ont-ils repris goût à l'Europe depuis que le PS a réussi à concilier politiques sociales et traité budgétaire ?

Le Portugal a toujours été très pro-européen. Mais en 2013, le niveau de confiance des Portugais envers l'UE était à 22 %. Aujourd'hui il est à 47 %. Il faut simplement clarifier le fait que si nous voulons que l'Europe soit plus démocratique et plus sociale, cela va aussi de la responsabilité des Etats membres.

La dette portugaise reste l'un des défis principaux du Portugal. Comment comptez-vous y faire face ?

Nous ne proposons pas de renégocier la dette portugaise. Parce que pour nous, le problème des dettes doit être mis sur la table au niveau européen.

En mutualisant les dettes, par exemple...

Par exemple. Il faut en tout cas trouver des solutions. La surcharge de la dette limite la croissance au niveau européen. Il faut compléter l'Union économique et monétaire, il faut que l'euro soit un outil de convergence et de croissance. Et il faut qu'on se dote d'institutions capables de réagir face à un nouveau choc économique.

Ces avancées risquent d'être difficiles à obtenir alors que les Etats membres peinent à se mettre d'accord...

La cohésion des Vingt-sept sur le Brexit a une valeur politique importante. Cela veut dire qu'ils se sont mis d'accord sur le moyen de défendre le projet européen. Pour ce qui est des questions économiques, on ne peut pas dire qu'il y a une position des pays du Nord et des pays du Sud. Nous sommes un gouvernement de centre gauche soutenu par des partis de gauche. Mais quand nous parlons avec d'autres gouvernements de centre droit, on réalise que de plus en plus de ministres sont conscients qu'en Europe, on paie encore le prix de l'austérité et des approches libérales pures et dures. Les populismes en Europe sont alimentés surtout par ceux qui ont souffert le plus de la globalisation et de l'austérité.

Beaucoup de partis socialistes européens regardent vers Lisbonne pour trouver un nouveau souffle. En quoi l'expérience portugaise est-elle une source d'inspiration ?

Nous avons dû faire face à des difficultés. Après tout, avant les élections, c'étaient surtout le PC et le Bloc de gauche qui critiquaient le PS. Mais on a réussi à trouver des accords. Car Antonio Costa avait le sentiment que la situation au Portugal ne tenait plus, qu'il fallait du changement. Mais nous nous sommes aussi mis d'accord sur le fait que nous ne sommes pas d'accord sur tout. Le PS et les deux autres partis ont donc maintenu leur identité politique. C'est plus sérieux et plus démocratique vis-à-vis des citoyens. Et malgré nos différences, nos partenaires de gauche disent qu'ils soutiennent le gouvernement pour une législature, donc jusqu'aux prochaines élections. Donc il y a un sens des responsabilités énorme et une approche positive, constructive de la politique. Cela mobilise les gens en ce sens et les détourne des mouvements populistes.

Udrescu Maria